



Le relais

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-PTT

Trimestriel n° 38 - Mai 2008 - 2,95 €

Sommaire

La vie de l'IHS

pages 2-3

Un "entretien"
avec Victor Hugo

page 4

Le dossier :

"La grève
de Mai-Juin 1968"

pages 5-12

La création
de SUD-ptt

pages 13-16



Le billet

Mai 68 nous parle encore

«Soyez réalistes, osez l'impossible», c'est l'un des slogans que l'histoire retient du mouvement de mai. Il renvoie à ces communards de 1871 qui «partaient à l'assaut du ciel» et inscrit mai 68 dans la lignée des grands mouvements sociaux et révolutionnaires de notre pays.

Mai 68 fut un puissant mouvement revendicatif avec plusieurs millions de grévistes, des occupations d'usines, des manifestations gigantesques. Il a débouché sur une musette d'acquis sociaux à faire pâlir d'envie les générations actuelles, et un rapport de forces durablement marqué par la crainte du patronat vis à vis des luttes ouvrières et de la CGT ; il fut aussi un mouvement de jeunesse dans un pays où un habitant sur cinq avait entre 16 et 24 ans et où les générations nées après la guerre aspiraient à faire leur place dans une société à bien des égards «bloquée». Enfin, 1968 a été aussi l'année de puissantes contestations dans le monde entier pour la paix, la liberté, la démocratie, contre le racisme et pour les droits des femmes.

Des voies ont été ouvertes à de nouvelles exigences démocratiques, sociales et aussi culturelles. La société a tremblé sur ses bases.

Si les forces réactionnaires ont rapidement su reprendre l'offensive, elles ne sont pas parvenues à effacer l'empreinte de mai et n'y parviendront pas, quoi qu'en dise le Président de la République.

La CGT fortement impliquée dans la conduite du mouvement a, elle-même, été bousculée par celui-ci. Elle en a déduit des efforts importants pour redéfinir ses pratiques démocratiques, son rapport au politique, aux grandes évolutions sociétales telles la féminisation du salariat ou le développement de nouvelles formes de luttes.

Longtemps après, le mouvement de mai n'a pas fini de nous interpellé.

Maryse DUMAS.

Institut
d'Histoire Sociale
CGT-PTT

Siège social : 263, rue de Paris
Case 545 - 93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22

Deux initiatives ont marqué de façon positive l'action de l'Institut d'Histoire Sociale dans la région PACA

La première s'est tenue le 28 février 2008, rencontre-débat organisée par l'IHS et les sections de retraités des Bouches du Rhône sur le thème : **la CGT et la guerre d'Espagne**, sujet qui a retenu l'attention de nombreux camarades, qui ont vécu cette guerre, encore vivace dans les esprits, au travers de l'engagement de membres de leurs familles.

Nous avons recensé plus de 100 participants des PTT, mais aussi la section des retraités CGT de la SNCF, ainsi que des écrivains, des responsables de l'association de Catalogne à Marseille et notre camarade Melchior Carton, syndiqué à la CGT et combattant républicain en Espagne.

Episode d'un temps troublé où la droite et son extrême avaient déjà conquis de nombreux points et appuis dans nombre de pays européens, et dont la guerre d'Espagne fut le prélude à l'ambition et à la barbarie des hordes fascistes.

La seconde initiative concerne **la journée internationale des femmes du 8 mars**. En collaboration avec le syndicat des télécoms des Bouches du Rhône et la commission mixité de l'UD-CGT de ce département, une journée de débat, et aussi festive, s'est déroulée à Vitrolles.

L'IHS a présenté un historique sur les activités syndicales menées en direction des femmes dans les PTT et aussi

sur les militantes de la CGT-FAPT, qui ont marqué "cette activité".

Exercice difficile, en regard de l'importance de ces femmes dans notre fédération. Ce sont en effet des milliers de militantes qui sont concernées. Avec le recul, nous pouvons mieux mesurer ce que leurs luttes ont apporté dans la profession. Pour autant le pourcentage élevé de femmes dans une profession n'explique pas tout; il a fallu un engagement véritable, une démarche syndicale de toute la fédération, avec une bonne dose de volontarisme !

Aujourd'hui, comme l'a souligné la commission mixité

de l'UD-CGT des B. du R., la situation avec toutes ses contradictions laisse apparaître de réelles avancées à condition que la CGT s'en mêle. Les mentalités ont aussi évolué, des exemples probants ont été donnés à Air France, et même chez les dockers où des jeunes femmes demandent leur embauche. Il reste donc, dans les conditions d'aujourd'hui, à continuer une lutte qui n'est certes pas finie. Et d'elle dépend très certainement les avancées auxquelles chacun, chacune de nous aspire. Reste pour l'IHS, dans notre région, à préparer comme il se doit le "Mai de la CGT".

Francis FUSTINI



Initiative 8 mars 2008 à Vitrolles

Subvention : La Poste choisit ses bonnes œuvres

Il y en a qui brûlent les livres... d'autres les censurent !

Au Comité d'Établissement France-Télécom de la direction territoriale Nord-Ouest-Centre, réuni le 27 mars, une résolution proposant la diffusion de "La Bataille des techniciens des PTT-1969-1978" par ce C.E. a été repoussée.

9 voix contre (SUD, FO, CFDT), 1 abstention (FO) et 6 voix pour (CGT).

Décidément, il est des mots qui font peur à beaucoup de monde. Parler de bataille, de lutte, d'action collective effleure même des syndicalistes, à la veille du 40^e anniversaire de la grève de 1968.

Bien sûr la diffusion du livre continue, elle ne peut que s'amplifier. Cette lutte n'est-elle pas une suite directe de Mai 1968, ce qui n'a jamais effrayé la CGT, pas plus hier qu'aujourd'hui !

Comme nous l'avions signalé dans le RELAIS n°37 de mars 2008, l'IHS-FAPT a renouvelé sa demande de subvention à La Poste.

Par lettre du 29 février, le directeur général, Georges Lefevre, nous répond à nouveau négativement avec l'argument suivant :

"La Poste contribue d'ores et déjà à favoriser la recherche historique et s'emploie à préserver la

mémoire de l'entreprise avec un soin tout particulier. Pour ce faire, elle soutient la recherche historique en subventionnant la FNARH et intègre en son sein le Comité pour l'Histoire, le Musée de la Poste, situé à Paris, et deux musées régionaux sur le territoire".

Autrement dit, La Poste soutient les organismes et associations qui, quelle que

soit par ailleurs la qualité éminente de leurs travaux, laissent de côté le rôle et les luttes du personnel.

En somme, c'est logique. Hier comme aujourd'hui le personnel est le grand absent des préoccupations des dirigeants de La Poste.

Raison de plus pour s'abonner et faire abonner au RELAIS le plus grand nombre de collègues actifs ou retraités.

33^e congrès fédéral : Grenoble du 17 au 21 mars 2008

L'institut a reçu un accueil chaleureux

Après l'intervention de l'IHS, qui sera publiée dans *Le Militant* qui rendra compte des travaux du congrès, de nombreux congressistes sont venus au stand consulter et acheter nos brochures et nos livres. Souvent la conversation s'engageait sur le rôle actuel de l'histoire. Quinze d'entre eux ont adhéré à l'institut, des jeunes, voire de très jeunes congressistes.

57 ont répondu à un questionnaire que nous avions adressé à tous les délégués. 56 pensent que

l'IHS peut leur apporter quelque chose pour mener leur activité syndicale. 50 connaissent l'IHS, 43 ont déjà lu de nos livres et brochures. 15 sont abonnés au RELAIS. Réponses encourageantes, elles nous ouvrent des perspectives. Ceci dit il nous reste du chemin à parcourir pour faire connaître notre histoire! De retour du congrès, nous sommes déjà au travail !

Un apéritif non moins chaleureux

Une cinquantaine de personnes ont participé à

un apéritif offert par l'IHS. Parmi eux les anciens secrétaires généraux de la fédération, toutes et tous passionnés d'histoire et attachés à la faire connaître aux syndiqués. La présidente de l'institut confédéral, nos amis de l'institut de l'Isère, des retraitées de la FAPT de Lyon, du Gard, de nombreux camarades de l'appareil technique de la fédération avec lesquels nous travaillons toute l'année, sont venus se joindre à nous, de même que Charles Sancel secrétaire de Libération Nationale PTT et ses invités de l'ANACR.

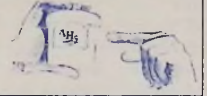
L'histoire sociale,
un médicament contre tout totalisme !

C'est en appuyant sur l'actualité que le président de notre Institut d'histoire sociale, Serge Lottier commence son intervention. Nous sommes dans une phase d'affranchissement sur des choix de société, vains de coexistence, où le concept de la lutte entre les individus (la concurrence) doit remplacer le concept de la lutte collective (la solidarité). Pour cela il faut à la fois brayer de la mémoire tout ce qui peut renforcer la lutte collective et à apprendre pour la débattre tout ce qui ne peut apporter, car on sait que le passé fonde l'identité collective.

C'est une arme à double tranchant : vouloir réviser notre Histoire, c'est en même temps attester qu'elle a existé. Avec les tentatives de récupération de N. Sarkozy nous plaçons dans une situation favorable pour faire connaître notre histoire. Une fenêtre s'ouvre, nous voulons et devons la saisir pour mettre notre époque à la hauteur de l'attaque ! C'est pourquoi nous plaçons dans une situation favorable dans le réflexion sur le présent que la fédération a créé un Institut d'histoire sociale il y a 10 ans (annonce un anniversaire).

L'outil modèle ensuite le travail accompli (voir le document). C'est la voie sur la bataille des techniques, il invite à poursuivre les débats dans les régions et les départements sur le rôle actuel de l'histoire dans la préparation des luttes et les luttes elles-mêmes ! Le lien entre l'actualité et le passé ne peut qu'aider à mieux l'avenir ! Il termine en conviant les congressistes à passer au stand, à discuter, à abuser de lecture et tout nouvel acheteur recevra un livre gratuit ! DL

L'IHS contre l'Alzheimer de l'histoire



Journal du Congrès n°2.



La réception de l'IHS

Réunion du Conseil d'Administration du 9 avril à Montreuil

Il a accueilli les nouveaux élus
et rappelé son rôle de gestion et d'animation de l'IHS.

Ghislaine Durand, la compagne de Michel Gaillard, est décédée brutalement le 4 avril dernier, à l'âge de 51 ans.

Le CA de l'IHS assure Michel, notre ami de son fraternel soutien.

- Le nouveau bureau est composé de 9 membres dont le président (Serge Lottier) et la trésorière (Yvette Cros).

- Le directeur du RELAIS est Bernard Bouche.

- La commission de contrôle financier est composée de Thierry Franqui, Philippe Renard et Geneviève Soulard.

- La discussion à portée sur l'accueil au congrès fédéral.

- Le thème retenu pour la soirée de l'été : la période 1938-1940.

- La journée confédérale du 29 avril sur **Mai 1968**.

- Le colloque sur « la CGT des années 1966-1984 » les 14 et 15 Mai 2008.

- Notre colloque sur « les batailles syndicales des téléphonistes au 20^e siècle » des 22 et 23 octobre à Marseille.

- Enfin le membre du CA se sont penchés sur la rentrée des abonnements au RELAIS et les adhésions 2008. Si pour vous ce n'est pas encore fait, pensez-y !

Entretien avec Victor Hugo

On sait que Victor Hugo à Jersey, en faisant tourner les tables, interrogeait les grands hommes du passé : Shakespeare, Molière, Voltaire, Rousseau, Chateaubriand, Robespierre, Mahomet, etc. Les réponses de la « bouche d'ombre » lui libèrent des forces pour l'écriture. « Nous voyons s'éclairer de leurs formidables / La vitre de l'éternité ». Avec les moyens de communication d'aujourd'hui, ce qui était possible en 1853 peut l'être en 2008 ! Nous nous sommes donc mis à la place du grand homme (ça n'a pas été facile) et nous lui avons demandé ce que pensait, de l'actuel président de la République, la « bouche d'ombre ». Fier de pouvoir encore être utile à la République, avec sa clairvoyance qui ne s'est pas assombrie malgré les ans, il a répondu spontanément à nos questions.

Vous semblez vous tenir très informé de l'actualité politique française. Quel regard portez-vous sur notre nouveau président ?

Victor Hugo : Depuis des mois, il s'étale ; il a harangué, triomphé, présidé des banquets, donné des bals, dansé, régné, paradé et fait la roue... Il a réussi. Il en résulte que les apothéoses ne lui manquent pas. Des panégyristes, il en a plus que Trajan. Une chose me frappe pourtant, c'est que dans toutes les qualités qu'on lui reconnaît, dans tous les éloges qu'on lui adresse, il n'y a pas un mot qui sorte de ceci : habilité, sang-froid, audace, adresse, affaire admirablement préparée et conduite, instant bien choisi, secret bien gardé, mesures bien prises. Fausses clés bien faites. Tout est là... Il ne reste pas un moment tranquille ; il sent autour de lui avec effroi la solitude et les ténèbres ; ceux qui ont peur la nuit chantent, lui il remue. Il fait rage, il touche à tout, il court après les projets ; ne pouvant créer, il décrète.

Derrière cette folle ambition personnelle décelez-vous une vision politique de la France, telle qu'on est en droit de l'attendre d'un élu à la magistrature suprême ?

Victor Hugo : Non, cet homme ne raisonne pas ; il a des besoins, il a des caprices, il faut qu'il les satisfasse. Ce sont des envies de dictateur. La toute-puissance serait fade si on ne l'assaisonnait de cette façon. Quand on mesure l'homme et qu'on le trouve si petit, et qu'ensuite on mesure le succès et qu'on le trouve si énorme, il est impossible que l'esprit n'éprouve quelque surprise. On se demande : comment a-t-il fait ? On décompose l'aventure et l'aventurier... On ne trouve au fond de l'homme et de son procédé que deux choses : la ruse et l'argent... Faites des affaires, gobergez-

vous, prenez du ventre ; il n'est plus question d'être un grand peuple, d'être un puissant peuple, d'être une nation libre, d'être un foyer lumineux ; la France n'y voit plus clair. Voilà un succès.

Que penser de cette fascination pour les hommes d'affaires, ses proches ? Cette volonté de mener le pays comme on mène une grande entreprise ?

Victor Hugo : Il a pour lui désormais l'argent, l'agio, la banque, la bourse, le comptoir, le coffre-fort et tous les hommes qui passent si facilement d'un bord à l'autre quand il n'y a à enjamber que la honte... Quelle misère que cette joie des intérêts et des cupidités... Ma foi, vivons, faisons des affaires, triportons dans les actions de zinc ou de chemin de fer, gagnons de l'argent ; c'est ignoble, mais c'est excellent ; un scrupule en moins, un louis de plus ; vendons toute notre âme à ce taux ! On court, on se rue, on fait anti-chambre, on boit toute honte... une foule de dévouements intrépides assiègent l'Elysée et se groupent autour de l'homme... C'est un peu un brigand et beaucoup un coquin. On sent toujours en lui le pauvre prince d'industrie.

Et la liberté de la presse dans tout ça ?

Victor Hugo (pouffant de rire) : la liberté de la presse ! Qu'en dire ? N'est-il pas dérisoire seulement de prononcer ce mot ? Cette presse libre, honneur de l'esprit français, clarté de tous les points à la fois sur toutes les questions, éveil perpétuel de la nation, où est-elle ?

*Toutes les réponses de Victor Hugo proviennent de son ouvrage « Napoléon le Petit », le pamphlet républicain contre Napoléon III.

Napoléon III... ça les intéresse !

Si Villepin s'intéresse à Napoléon 1^{er}, des thuriféraires de N. Sarkozy s'intéressent à Napoléon III pour en vanter les mérites. L'historien Pierre Goubert, dans son livre « Initiation à l'histoire de France » publié en 1984, donne son point de vue.

- Dès le coup d'état, en 1851, en matière d'économie on parlait de « rupture » avec l'ancien. L'association capital travail doit gommer la lutte des classes de l'histoire.
- Il faut redonner du souffle aux activités financières et bancaires (la Société Générale apparaît en 1864 !).
- Parallèlement une nouvelle société se met en place où le peuple n'a rien à envier au peuple d'aujourd'hui. C'est l'époque des danses endiablées des carabiniers d'Offenbach.
- L'Église effectue une remontée impressionnante sous la férule du pape Pie IX, « champion incontesté de la résistance à toute idée nouvelle »... En 1868, ce sont les apparitions de Bernadette Soubirous dans la grotte de Lourdes.
- Les écoles dites libres se multiplient.
- Et n'oublions pas les interventions guerrières : Crimée, Italie, Mexique, etc.
- Sans doute, quoiqu'il vaille mieux prévenir que guérir, l'histoire ne s'accomplit pas deux fois de la même façon. Mais il y a des tendances lourdes à vouloir la répéter. Max Gallo, l'historien de service de Nicolas Sarkozy ne vient-il pas de souhaiter un « monarque républicain » pour la France. Toute son histoire l'y conduit, dit-il ! (émission de Marie Druker du 26 mars sur France 3 et le lendemain, « C dans l'air », émission consacrée à la « Reine Carla » !)

La grève de Mai-Juin 1968

la Fédération
DES POSTES
et Télécommunications

Fédération CGT-PTT
COLLECTION

1968 sera une année de très grandes luttes

Renforçons la CGT! Développons l'UNITÉ!

La Fédération CGT des PTT

présente à tous ses adhérents et adhérentes ses vœux fraternels pour une bonne année 1968, c'est-à-dire pour le succès des luttes revendicatives et la sauvegarde de la paix!

Le Bureau Fédéral



↑ L'année 1967 s'est terminée par les grandes manifestations du 13 décembre. La détermination de Juinore s'y est affirmée. La C.G.T. fera tout ce qui dépend d'elle pour le succès des luttes engagées. ↓

Journal de Janvier 1968.

Une expression que beaucoup ont du mal à employer, refusant de prononcer ce mot de "grève" qui leur brûle le cerveau.

Émissions télé, débats et films, livres sont nombreux à chaque "anniversaire".

Bien sûr tout a commencé par la contestation étudiante, puis la répression. Mais, dès le 11 mai, le lendemain des barricades de la rue Gay-Lussac et jour de la convocation par Georges Séguy d'une réunion qui devait déboucher sur la grève du 13 mai, "le personnage central n'était plus Cohn-Bendit, le libertaire,

mais Georges Séguy le syndicaliste" (Charles Sylvestre – L'Humanité du 11 mars 2008).

Quarante ans après, le reconnaître est encore insupportable pour la classe dominante. Pensez donc, dire qu'une lutte de 10 millions d'hommes et de femmes, pendant 15 jours, a pu faire plier le gouvernement sur des enjeux de société, est inimaginable pour les tenants de l'individualisme. C'est pourquoi, depuis 40 ans, émissions de télé, débats, films, livres déferlent sans que l'on aborde le sujet qui fâche !

Pour nous CGT, en 2008, il s'agit donc, à nouveau, d'essayer de rétablir la vérité historique sur cette grève, qui **40 ans après demeure toujours porteuse d'avenir**, ce qui dérange le plus.

Oui, sortit de cette **caricature** de 1968 que l'on s'échine à vouloir "parisien" et à résumer en quatre mots : étudiants, policiers, quartier-latin et mœurs. La bataille sera rude, car les enjeux sont immenses. Discréditer la grève de 1968, c'est servir la nouvelle civilisation sarkozienne. Celle de l'individu isolé, pantin articulé au service d'un pouvoir autoritaire !

À la télé, nous avons déjà eu "Droit d'inventaire" sur France 3 où les acteurs syndicaux n'ont pas été invités sur le plateau. Il faut dire qu'il y a dix ans, l'émission "La marche du siècle" avait réussi le même exploit. C'est le Nouvel Observateur de début février qui, parlant du livre de Patrick Rotman "Mai 1968 raconté à ceux qui ne l'ont pas vécu", oublie curieusement de citer la grève nationale du 13 mai, pourtant tournant décisif de ce mois de mai. C'est "Riposte" sur France 5, le 2 mars, où philosophes, gauchistes et droite ont rivalisé d'imagination pour ne parler que des étudiants.

Ainsi toutes les occasions seront saisies pour gommer de la mémoire tout ce qui peut valoriser la lutte collective.

Remiser dans les livres d'histoire "la lutte des classes", selon le souhait de la ministre Christine Lagarde. En somme, accrédi-ter l'idée de la fin de l'histoire et des luttes sociales : le capitalisme étant la forme achevée de notre société. Il n'y a plus d'espoir et surtout plus rien à faire !

Comment répondre à ce défi ? Sinon, avec nos modestes moyens, essayer que les générations actuelles s'approprient la **véritable histoire de mai 1968**, avant que les thuriféraires du Sarkozisme ne se l'accaparent définitivement. L'un d'entre eux, André Gluckmann, ne vient-il pas d'écrire un livre, dans lequel il dit que Sarkozy "incarne l'esprit de mai 1968" ! Une récupération de l'histoire, comme un essai de la faire, avec la réhabilitation de Marie-Antoinette ! Même objectif, délégitimer toute action collective, toute action de progrès.

Cette célébration 2008 n'a donc rien à voir avec celles des dizaines précédentes, une ultime étape est à franchir pour démolir sa véritable signification. Alors prenons le temps de relire ce que nous avons écrit à la CGT. Il y a des livres de témoignages dont celui de G. Séguy, secrétaire général en 1968. Il a mené le conflit et les négociations. Certes il n'a pas fait un travail d'historien, il le dit, mais il a fidèlement raconté dans "Le Mai de la

CGT" (Juillard-1972), ce qu'il a vécu et l'action de la CGT, y compris avec ses interrogations sur certains faits.

Au congrès fédéral de ce mois de mars a été présentée une exposition sur Mai 1968, où l'on trouve 4 panneaux PTT (FAPT) réalisés par Michel Gaillard.

Il faudra vous montrer curieux, critiques aussi. Tout n'a pas été parfait dans cette situation exceptionnelle et complexe. La réflexion sur l'histoire peut nous aider à ne pas commettre les mêmes erreurs. Mais les résultats sont là. Dans l'immédiat, revenons à la grève.

Mai 1968 n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire croire

Georges Frischmann titrait l'édito du journal fédéral de janvier 1968 "1968 sera une année de très grandes luttes". Et il ajoutait, "rejoignez la CGT, faites-en une puissance sociale". En mars, la CGT progressera de 2,2 % lors des élections professionnelles dans les PTT.

Pourtant, les gauchistes trouvaient "la classe ouvrière embourgeoisée", la presse évoquait une jeunesse "dépolitisée et désyndicalisée" et le journal Le Monde du 15-3-1968 osait écrire "Quand la France s'ennuie".

Qu'elles étaient les motivations des luttes dans les mois précédant Mai 1968 ?

Tout simplement, être entendu, refuser les inégalités, l'injustice, la cohabitation permanente entre une richesse croissante, criante mais dévastatrice pour celui ou celle qui ne peut que vendre sa force de travail.

Quelques mots pour décrire la situation

Nous sommes à 10 années de gaullisme dans une "société totalement bloquée". Tout est pratiquement dit dans cette phrase.

Durant les années 1966-67, la concentration capitaliste se précipite et s'amplifie. L'Etat, au service des classes possédantes, accroît son emprise et multiplie les interventions. Il constitue, avec les superpuissances industrielles et financières, une sorte de coalition dominant toute la vie économique et politique de la nation.

Le pouvoir tente de rendre l'éducation plus fonctionnelle, donc mieux adaptée aux besoins de la production, du patronat. Dans les universités les effectifs ont triplé en 10 ans, il y a des insuffisances de locaux et de matériels et il y règne un conservatisme désuet. L'université et plus généralement l'enseignement ont besoin d'une réforme moderne et démocratique qui leur est refusée.

Les conséquences sociales du processus de concentration atteignent toutes les catégories de salariés. À la plupart des grandes revendications posées en matière de salaire ou de conditions de travail, les patrons dans le secteur privé ou les ministres concernés dans le secteur public font la même réponse "question d'ordre général", "on n'y peut



rien" et refus de discuter et de négocier. *"Les impératifs de compétitivité dans le contexte d'une concurrence internationale exigent une certaine rigueur sur le plan social"*. Alors plans de stabilisation et d'austérité se suivent avec une commune caractéristique : **restrictions sociales (4 millions de gens vivent dans la pauvreté et les privations de toutes sortes) et privilèges pour les puissants intéressés privés**. S'y ajoute le malaise paysan.

En août 1967, des ordonnances contre la Sécurité Sociale sont prises. Le ticket modérateur passe de 20 à 30 %, tandis qu'obligation est faite aux mutuelles de laisser 5 % des dépenses à la charge des assurés. L'allocation de salaire unique est supprimée. Dès lors les luttes en cours dans les entreprises ou secteurs intégreront l'exigence d'abrogation de ces mesures. Il y aura cristallisation sur cette question qui fera l'objet de nombreuses luttes unitaires et la première exigence des grévistes de 1968.

Côté patronal, début 1968 : bas salaires, arrogance et répression prévalent partout. Pour le CNPF, les luttes qui se développent n'étaient que *"les séquelles d'une lutte des classes en voie d'extinction et d'une classe ouvrière en voie d'embourgeoisement"*.

En 1968, le patronat est solide, il ne doute ni du soutien de De Gaulle, ni du 1^{er} ministre Pompidou. Ce CNPF devra pourtant quelques semaines plus tard, contrairement à ses propres statuts nationaux, négocier sur les salaires.

Le gouvernement met aussi en place diverses commissions, qui portent le nom du haut fonctionnaire qui en a la charge. Il s'agit d'imposer les décisions arbitraires de l'État en matière de salaire, et aux syndicats la mission de répartir les miettes. Selon le gouvernement, ces types de discussions sont plus libres ! La CGT répond *"C'est la liberté dans une cage"*.

Aux élections législatives de 1967, la droite passe de justesse; elle est divisée entre une économie franco-française ou plus fédérale au niveau européen. La gauche est plus que convalescente, le PSU se crée à côté de la SFIO, le PC éprouve des difficultés à s'adapter à l'évolution de la société. Les mouvements de jeunesse connaissent leur propre crise, qu'ils soient catholique ou communiste ou socialiste. Le syndicat étudiant, l'UNEF, explose. La CFDT vient de se créer en 1964, tandis qu'un accord CGT-CFDT a été signé en janvier 1966, qui a engendré des actions unitaires nationales.

Le 1^{er} mai 1968, la manif parisienne, contrairement aux autres années, n'est pas interdite, elle rassemble 100 000 personnes, au seul appel CGT. Cette grande démonstration populaire en dit déjà long sur le climat revendicatif, elle ne restera pas sans lendemain, des étincelles vont produire l'explosion. En province, dans certains départements, la CFDT est présente. Les jeunes sont nombreux. Nous sommes à la veille de la préparation d'une initiative confédérale CGT, le festival de la Jeunesse mi-mai à Pantin.



Manifestation du 1^{er} Mai 1968 à Paris



Manifestation du 13 Mai 1968 à Paris. [photo Louis LUCCHESI]

Ça s'agite dans les universités

Au début de l'année, il y a de l'agitation dans les universités. A Nanterre se crée "le mouvement du 22 mars" animé par Cohn-Bendit. Le 2 mai, c'est un début de révolte, tandis que des luttes s'amplifient dans les entreprises, aéronautique, mineurs, fonction publique etc. Des luttes sous des formes diverses. Dans les PTT, grèves des techniciens le 6, des facteurs le 8, des bureaux gares les 7, 8, 9 et le service auto le 10. Pour le 8 mai, dans 9 départements de l'ouest, CGT-CFDT appellent à 24 heures de grève, avec les enseignants, les paysans confrontés à la crise de l'emploi.

Le conflit se durcit dans les universités. Le 3 mai décision est prise par le recteur de fermer la Sorbonne. Plus la lutte s'enracine, plus la répression est forte. Le 10 mai, CGT-CFDT-FEN et UNEF lancent un appel pour le 14 mai à des manifestations, ouvriers-étudiants-enseignants, dans toute la France. Le soir du 10 mai, après une manifestation dans le calme de 50 000 étudiants, quelques milliers décident d'occuper le Quartier Latin investi par la police. C'est l'émeute. Les événements se précipitent.

Le 11 mai, la CGT réunit toutes les organisations syndicales, Georges Séguy propose une grève nationale de 24 heures le 13 mai. Avec cette proposition de la CGT, la lutte prend une autre dimension (voir ce qui est dit en début de ce dossier), il ne

s'agit plus seulement de la crise de l'université, mais de la **1^{re} phase d'un affrontement sans précédent dans notre histoire entre la classe ouvrière et la grande bourgeoisie**. Le 13 mai a lieu dans l'unité, y compris avec FO, la grève est massive, travailleurs et étudiants manifestent ensemble. "**Le coup le plus dur asséné au pouvoir depuis 10 ans**", parmi les slogans ceux de la solidarité avec les étudiants, mais aussi "**10 ans ça suffit**".

Le 15 mai, le CCN de la CGT adopte un appel aux travailleurs : "*Dans bien d'autres domaines (que l'université NDLR) des transformations s'imposent, les comptes en retard se sont accumulés et doivent être réglés*". Renault Cléon vote la grève le 16, Billancourt le 17, les travailleurs sont présents en masse dans les assemblées générales et décident des actions propres à l'entreprise. Ces grèves s'étendent, avec la décision démocratique d'occuper les entreprises ou les services. Dans les PTT, où il y a absence d'unité syndicale au plan des fédérations, les bureaux-gares parisiens sont en grève un à un au soir du 17 mai. Le 18, la liste des services PTT en grève dans tout le pays est déjà longue, nombreux sont les établissements occupés. A la provocation du ministre des PTT, Guéna, d'envoyer la police, le 20 mai, la grève, décidée démocratiquement, est quasi totale, dans l'unité à la base, tous les départements sont touchés.

Pas de mot d'ordre de grève générale, c'est la démocratie à la base qui parle. Ce qui ne plaira pas aux partisans des appels de sommet.

Avec Cohn-Bendit l'anarchiste et les dirigeants de l'UNEF, les contacts ne sont pas simples avec les étudiants. Les provocations, leur ambition de vouloir conduire les luttes ouvrières sont inacceptables. La CGT fait une mise au point : "Elle ne confond pas – dit-elle – les étudiants dans leur masse avec les éléments troubles, excités ou irresponsables dont les actes ont provoqué spontanément la méfiance des travailleurs en lutte". Le 22 mai, on recense 9 millions de grévistes.

Le 24 mai, De Gaulle s'exprime dans un discours qui tombe à plat. La grève continue avec l'exigence de négociations, les socialistes de la FGDS y sont hostiles, comme les étudiants et les mouvements gauchistes, l'aventure... !

Le 25 mai, c'est enfin l'ouverture des négociations

Le premier ministre, le patronat et les syndicats y participent. Elles ont lieu à Grenelle, pas à Matignon, les accords de 1936 n'étant toujours pas digérés !

CGT et CFDT se retrouvent seules pour exiger l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale. La CFDT a pour 1^{re} revendication l'adoption d'une loi sur les libertés syndicales tandis que seule la CGT réclame l'échelle mobile pour garantir le pouvoir d'achat des salaires. Ces négociations se termineront le 27 mai à 8 heures avec un protocole qui n'est qu'un constat de l'état des discussions. Il sera soumis aux grévistes qui répondent "ça ne fait pas le compte, la grève continue".

La CGT ne signera pas le protocole, alors que les négociations dans les branches et ministères vont débiter. Cela n'empêchera pas la presse et la radio de dire que la CGT a signé un accord avec le gouvernement... et serait débordée... C'est aussi dans ce cadre de grandes manœuvres de divisions que le 27 mai au soir, un rassemblement est organisé au stade Charléty, sous la houlette de Michel Rocard, au cours duquel l'essentiel des mots d'ordre vise la CGT. On y scande "Négociation trahison", "CGT trahison". S'y retrouvent des étudiants, des militants CFDT, FO, FEN, Mendès-France, une figure de la gauche, est présent à la tribune. Le lendemain, certaines forces politiques et la CFDT en feront le chef d'une combinaison politique de succession au gaullisme. Peu après, c'est François Mitterand qui affirme "qu'il convient de constater dès maintenant la vacance du pouvoir". Il propose un gouvernement provisoire et se déclare candidat à la présidence de la République.

Le début... de la fin !

La CGT déclare : « C'est un véritable coup de poignard dans le dos de la classe ouvrière, alors que la grève n'était pas terminée et qu'il était possible d'arracher d'autres succès ».



Le Bureau Gare de Paris-Brune.



18 mai 1968, à 9 heures, début de la grève aux chèques postaux de Paris-Bourseul.



Manifestation à Rouen.



Les policiers à Paris (Bureau central radio).

Le 29 mai est une journée fertile en événements. Ce jour là, De Gaulle tente une diversion. Le jour du Conseil des ministres il "disparaît" à Colombey puis à Baden-Baden en Allemagne, où il rencontre Massu, un général qui s'est rendu "célèbre" pendant la guerre d'Algérie. Toutes sortes de rumeurs circulent, mensonges et spéculations, tandis que la manifestation de la CGT, de la Bastille à St Lazare, rassemble 800 000 personnes.

Le 30, le président de la République s'exprime à nouveau : il reste. Il dissout l'assemblée nationale, menace et appelle à "l'action civique". C'est la reprise en main du pouvoir. Quelques heures plus tard, les partisans du gaullisme manifestent sur les Champs Élysées. La CGT de son côté "appelle les travailleurs à renforcer leur unité afin de déjouer les provocations, de tels propos du chef de l'Etat reflètent en vérité la faiblesse d'un pouvoir placé devant la faillite de sa politique". Il est vrai que si la machine économique est arrêtée, la France continue à vivre. Toutes les fonctions économiques et sociales nécessaires à la population sont assurées par les grévistes. C'est une grève responsable, placée sous la responsabilité des grévistes. Quelle leçon de civisme, cette gestion du conflit à l'échelle du pays !

Les acquis de la grève



Délégation de la Fédération CGT des PTT lors des négociations avec le ministère des PTT.

Après Grenelle, les négociations s'engagent, du 28 mai au 4 juin, dans la fonction publique et les PTT.

Nous n'allons pas dissocier les acquis des deux ministères. Soulignons que le ministre des PTT, Guéna, qui manœuvre, sera remplacé par Betten-court. C'est lui qui négociera dans les PTT.

Consulté, le personnel va commencer la reprise du travail à compter du 5 juin.

Ces acquis, sans doute feront-ils rêver, au regard des augmentations de salaires d'aujourd'hui, tant il est incontestable que, dans ce domaine, le bilan est le plus impressionnant.

En 1968, les bas salaires sont nombreux ; 3,8 millions, soit 25 %, gagnent moins de 600 frs par mois, le taux horaire du salaire minimum de l'époque est de 2,22 frs.

Le SMIG : 35 % d'augmentation, l'équivalent des 8 années précédentes.

Le SMAC, dans l'agriculture, plus 56 %.

Dans la fonction publique, dont les PTT, pour les traitements et retraites, l'ensemble des mesures représente 13,7 % en année pleine. Intégration de 2 points de l'indemnité de résidence dans le traitement.

Mesures PTT : Les reclassements octroient entre 10 et 15 points d'indice réels ; la réforme des catégories est décidée, mais les propositions sont insuffisantes. L'activité catégorielle sera relancée par la CGT.

Elle sera symbolisée par l'action des techniciens dès 1969 (un livre retrace cette formidable lutte).

Réduction du temps de travail de 1 ou 2 heures selon les secteurs ; on passe à 36, 38 ou 40 heures dans les centraux téléphoniques ; dans les centres de tri : 2 nuits sur 4 en 35 heures... etc.

Titularisation de très nombreux auxiliaires, 45 000 dans la décennie qui suivra.

Un jour de congé en plus, soit 27 jours ; les jours de repos exceptionnels passent à 4 et 2 pour ceux qui n'en n'avaient pas.

La prime de résultat d'exploitation atteint 725 frs annuels, soit plus 200 frs ; la prime de technicité mensuelle passe de 40 à 60 frs ; celle de risque, plus 25 % ; prime de rendement majorée de 50, 60 et 70 frs annuels ; le taux horaire pour travail de nuit de 1 à 1,40 fr etc. Chaque secteur d'activité a fait l'objet de négociations et des acquis ont été obtenus partout.

Les droits syndicaux sont reconnus et aboutiront en 1970 à une circulaire d'application, avec dispenses de service et un pas énorme sera fait avec la reconnaissance de la section syndicale. Réforme aussi des comités techniques paritaires, du conseil supérieur de la fonction publique et des PTT...

50 % des jours de grève seront payés et le reste récupéré.

La fédération a qualifié ces résultats de "bilan sans précédent". Les acquis incomplets, que j'ai rappelés, le montrent.



4 juin 1968, aux chèques postaux de Paris.

Il faut y ajouter ce qui a été obtenu dans les services, parce que partout des revendications ont été négociées, du jamais vu.

Si le gouvernement se montre intransigeant sur les ordonnances de la Sécurité Sociale, il acceptera de diminuer de 5 % le ticket modérateur.

La consommation grimpe de 25 % dans l'électroménager ; chiffres de ventes dans les grands magasins en hausse de 11 à 20 %. Le chômage baisse de 20 % en 6 mois et les offres d'emplois sont multipliées par 10.

Mais la décennie 1968-1978 verra se concrétiser un certain nombre questions au cœur de ces luttes. Elles concernent l'égalité pour les femmes, pour vivre leur vie de femme, salariée, de mère et aussi la contraception.

1968, c'est en effet le début des mouvements féministes qui déboucheront sur la loi Veil quelques années plus tard. Bien qu'encore souvent contestées, les femmes ont affirmé leur place dans tous les domaines de la société.

D'une manière plus générale, le droit à la parole, à être entendu, s'est imposé. Un directeur du personnel, M. Simon, reconnaîtra que mai 1968 a mis fin à la gestion militaire du personnel dans les PTI.

La société va s'ouvrir sur la "modernité", ce qui ne voulait pas dire que la lutte des classes était dépassée et que cette modernité était la bonne.

Quelques appréciations sur la conduite de la grève

En 1998 G. Séguy s'est à nouveau exprimé sur ce point, ce qu'il a appelé **le fil rouge de la CGT** (extraits).

– "Le souci de faire en sorte que la grève soit gérée par les travailleurs eux-mêmes... la méthode de la démocratie syndicale et ouvrière sur les modalités discutées des arrêts de travail, il n'y a pas eu de mot d'ordre national de grève générale.

– Ne pas laisser ce mouvement dégénérer... au point de perdre de vue que son but essentiel est de faire avancer les problèmes sociaux. Bien sûr, nous tenions compte que ce mouvement exprimait aussi un phénomène de rejet de la société et de son évolution. C'est pourquoi – c'est toujours Séguy qui parle – tout en restant dans les limites de notre vocation syndicale, en même temps nous nous efforçons de faire peser le poids de la grève en faveur de l'union de la gauche, pour une alternative politique.

Malheureusement cela n'a pu se faire. Aujourd'hui encore, il y a matière à réflexion sur les raisons qui ont empêché Mai 1968 de déboucher sur une alternative politique. Il y a eu une déception des travailleurs en grève qui scandaient souvent "**Gouvernement populaire**". Des divergences, il y en avait au sein du mouvement syndical avec leur prolongement politique. C'est un fait reconnu.

Que devons-nous faire ? Nous n'avons pas éludé les divergences même au nom de l'unité, au contraire nous les avons exprimées de manière argumentée et dans la clarté pour que chacun sache à

quoi s'en tenir. Nous étions le plus près possible des travailleurs, en 1968 nous étions en quelque sorte au milieu d'eux... mais même dans un grand mouvement comme celui-là, la faiblesse numérique syndicale est une difficulté".

Georges Frischmann, au Conseil national de la Fédération en novembre 1968, constate :

"Nous sommes en régime capitaliste. La limite revendicative fixée aux grèves par les grévistes eux-mêmes et les élections qui ont suivi, ont montré que beaucoup reste à faire pour convaincre le plus grand nombre de Français, travailleurs compris, de la nocivité de ce régime.



Manifestation de Lyon chèques.

Ici, se situe une difficulté d'analyse de la situation et des perspectives.

La situation est contradictoire sous bien des aspects et il faut faire effort pour la juger correctement.

Beaucoup de nos militants et adhérents se sont posé des questions sur la force réelle du régime gaulliste, sur la capacité de résistance du patronat.

Il est vrai que le pouvoir a tiré avantage des élections de juin.

...Le gouvernement s'est donc cru autorisé à tenter de reprendre une partie de l'acquis des grèves de mai-juin, notamment par la hausse injustifiée des tarifs publics qui constitue, en fait, une fiscalité indirecte.

Il s'est révélé incapable de contenir autant qu'il l'affirmait les prix du secteur privé.

Il a montré sa nature, toujours aussi profondément réactionnaire, avec le projet de budget de 1969 qui se caractérise par un accroissement des cadeaux accordés aux trusts et des dépenses militaires avec, comme contrepartie, de nouveaux sacrifices pour les dépenses civiles.

Mais ces événements de mai-juin ont cependant modifié la situation, quels que soient les aspects immédiats que prend inévitablement la lutte des classes.

Le pouvoir des monopoles a, en effet, subi le premier grand affrontement avec les travailleurs et les étudiants.

Le premier choc sérieux dont les résonances continuent et continueront à se faire entendre".

Aujourd'hui, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts mais, parce que les réalités restent de même nature, à tout moment, elles peuvent provoquer une montée en puissance du mouvement social.

Cette réalité représente un défi, que le syndicalisme doit relever. Raison de plus pour répondre franchement aux interrogations sur l'efficacité du syndicalisme et la nécessité de syndicats forts, comme répondre au doute sur la possibilité de gagner sur la question des salaires et retraites.

A ce titre 1968 est une référence et quelle référence !

N'en déplaise à la CFDT qui, dans "Le lien professionnel" de juin 1968, reprochera à "la CGT d'avoir mis en avant d'abord les revendications que nous appelons alimentaires". Curieux syndicalisme.

Le mot de la fin au patronat et au parti gaulliste.

Dans le numéro de novembre de "Patronat français", organe officiel du CNPF, on peut lire : "Avec la hausse des salaires d'octobre, succédant à celle de juin, le nouveau climat représente un important facteur d'expansion".

Numero special



Juin 1968

BILAN SANS PRECEDENT de la plus grande de nos grèves VICTOIRES DE L'UNITE de la combativité et de la ténacité face à toutes les manœuvres et pressions :

● Traitement des petites catégories augmenté de 13 à 18 %; ● Réductions de la durée du travail pour lesquelles nous luttons depuis des années; ● Conquêtes concernant l'exercice du droit syndical; ● Paiement de la majeure partie des jours de grève, le reste pouvant être récupéré; ● Relevements importants des principales indemnités.

Maintenons et renforçons l'unité réalisée afin de livrer d'autres luttes et d'imposer d'autres succès RENFORÇONS MASSIVEMENT LA C.G.T. !

Dans le journal de l'UDR : "La consommation intérieure est un des moteurs les plus efficaces de l'expansion économique, la situation de la France le prouve une nouvelle fois".

Comme quoi, il n'est pas toujours facile de nier l'évidence !

Bernard BOUCHE (Mars 2008)

Documents utilisés : Journal fédéral CGT-PTT n°89 de mai-juin 1968, supplément au "Militant" PTT décembre 98-Janvier 1999, "Un mois de Mai très occupé" VO Editions 1998, "Le Mai de la CGT" - G. Séguy-Juillard 1972.

Participez à toutes les initiatives de la CGT autour du 40^e anniversaire de Mai 1968.

Incitez les jeunes à venir questionner, débattre, mieux connaître Mai 1968, c'est un médicament contre le renoncement.

Proposez aussi, autour de vous, l'abonnement au RELAIS



Abonnement au RELAIS

Quatre numéros, envoyés au domicile du souscripteur, pour 15 € par an

Nom Prénom.....

Adresse.....

Code postal Ville

Je souscris un abonnement à la revue de l'Institut d'Histoire sociale CGT - PTT, le Relais et règle la somme de 15 €.

Date..... Signature

Bulletin à envoyer à IHS-CGT-PTT 263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex, accompagné d'un chèque établi à l'ordre IHS-CGT-PTT.

"L'histoire, un combat syndical", c'est ce qu'affirme René Mourioux, dans une brochure de l'IHS CGT parue en novembre 2005. Pour cela il s'interroge "Pourquoi l'engagement syndical sur le terrain historique ?", il y voit 4 raisons :

- D'abord **archiver** pour conserver des traces de l'activité syndicale sous toutes les formes (tracts, livres, presse, photographies, films etc.).
- Ensuite **commémorer**, être présent dans les initiatives officielles où il est opportun que le mouvement syndical se manifeste chaque fois que ses valeurs et son action sont impliquées dans ces événements passés ; en organisant aussi en tant qu'institut de telles initiatives.
- Et puis **témoigner**. Ne pas hésiter à livrer sa propre expérience de syndicaliste, c'est une activité hautement souhaitée.
- Enfin **intervenir dans le débat historique**, non pas pour imposer une quelconque orthodoxie, mais pour apporter sa propre contribution.

Le texte que vous allez lire ci-dessous est le témoignage d'**Alain Gautheron**, ancien secrétaire général de la fédération, à partir de sa propre expérience et de son vécu.

Il concerne la naissance de SUD. Il donne des éléments précieux pour les historiens qui étudieront cette période. Bien sûr l'histoire de la CFDT est concernée puisque SUD s'est créé à partir de l'exclusion de syndiqués CFDT des télécoms de la région Ile de France.

L' I.H.S.

*Contribution présentée au Colloque de l'IHS de la Confédération CGT
des 28 et 29 novembre 2007*

La création de SUD-ptt

Le 1^{er} congrès de SUD-ptt s'est déroulé en septembre 1989.

En quelques années, ce syndicat a pris la seconde place dans la profession derrière la CGT. Le syndicalisme est déjà en crise.

Il souffre de divisions, d'un manque d'adhérents, d'attrait, d'efficacité.

SUD-ptt se fait vite une place réelle. Une réputation flatteuse de nouveauté, de réussite, de facilité l'accompagne voire... le précède. Impossible de dire, tel Diderot brocardant Voltaire : "il n'est que le second dans tous les genres."

Il faut y regarder de plus près, peut-être a-t-il des solutions

pour revigorer le syndicalisme ? De toute façon, il est,

pour la CGT engagée dans la démarche d'un syndicalisme rassemblé, un interlocuteur démocratiquement désigné par le personnel.

Retour sur le contexte, témoignage, réflexions et point de vue.

Les conditions de la création de SUD-ptt

Ceux qui créent SUD-ptt étaient adhérents CFDT depuis 1968 ou 1974 (date de la plus longue grève de l'Histoire des ptt). Pour la plupart d'entre eux, organisés dans l'extrême gauche, ils pratiquaient l'entrisme au sein de la CFDT jusqu'à prendre la direction de structures, dont celle de la CFDT ptt d'Ile-de-France. S'affirmant opposés au recentrage de leur syndicat, ils soutiennent la grève des chauffeurs postiers de l'automne 1988. Ils sont brutalement désavoués par leur fédération, démis de leurs mandats syndicaux, mis au ban de leur organisation.

En décembre 1988, lors du congrès fédéral de la CFDT, Edmond Maire les vise lorsqu'il déclare : "ceux qui nuisent à l'organisation en cherchant à la mani-

puler, à la confisquer au service de leurs stratégies politiques, n'ont rien à faire à la CFDT. Il faut assainir cette situation, c'est l'avis du bureau national."

Cet assainissement se déroule, selon ce qu'ils en rapportent, de manière rocambolesque et brutale. Ce sont les représentants de l'Administration qui leur apprennent le retrait de leurs mandats syndicaux.

La création de SUD-ptt n'est donc pas issue de la révolte spontanée de postiers découvrant une nouvelle façon de mener la lutte revendicative et de s'organiser.

C'est la décision consciente de militants expérimentés, engagés politiquement, se revendiquant de l'idéologie autogestionnaire des années 70, au terme d'un processus interne à la CFDT dans un contexte donné.

Ce contexte, c'est celui de la déréglementation et de la privatisation du service public et du statut. Elles modifient de nombreux repères, d'autant que c'est le gouvernement Rocard-Quilès, puis celui de Lionel Jospin et de la gauche plurielle, qui en réalisent des étapes essentielles.

Des luttes syndicales s'y opposent mais dans le même temps cela entraîne écaurement, rejet, désengagement politique, notamment de syndicalistes engagés au PS ou au PCF. Suspicion, résignation, divisions, affrontements politiques stériles menacent de rejaiiller sur le syndicalisme.

Pour se faire une place, SUD-ptt surfe dans cet environnement et développe un discours dans l'air du temps, pour le moins pessimiste à l'égard du syndicalisme : "les organisations syndicales se sont éloignés des aspirations sur le terrain,

elles ont sombré dans un fonctionnement institutionnalisé, aux discours programmés, aux initiatives convenues... elles sont plus ou moins coupables de renoncements, d'arrangements... la CGT a un fonctionnement et des pratiques trop sectaires... elle se cantonne à des positions de refus simpliste, sans argumentation".

SUD-ptt prétend apporter du neuf en matière de proximité, d'efficacité, de démocratie, de propositions, de radicalité.

Climat social aux PTT et grève des chauffeurs postiers

Le 5 juillet 1988, Paul Quilès reçoit la CGT. Le climat social est lourd. La CGT dénombre, en 5 mois, 1570 actions dans les services. Il n'y a ni négociations locales ni négociations nationales, pire 39 militants sont sanctionnés pour leur activité syndicale. La CGT dénonce cette situation, accuse le Ministre de poursuivre la politique de son libéral prédécesseur. Elle termine son exposé par des propositions pour rénover le service public et satisfaire les revendications. Paul Quilès lâche : "je ne suis pas surpris, la CGT est contre tout".

La CGT n'a pourtant aucune difficulté à présenter des propositions étayées :

- l'analyse critique de l'existant, des projets et du processus de privatisation, l'élaboration de propositions alternatives sont une constante de son histoire. De multiples brochures, livres, journaux, plaquettes, journées d'étude en témoignent. Pour exemple citons : "PTT, si on gérait autrement", un livre de 340 pages réalisés par des militants. Il connaît en 1984-85, trois éditions avec une diffusion à plus de 10 000 exemplaires et sert de support à une multitude d'initiatives dans les services.

Du 14 octobre au 18 novembre, période qui englobe le conflit des chauffeurs postiers, la CGT cite 761 services qui se relaient dans l'action et gagnent 424 emplois, 21 000 heures d'auxiliaires et l'amélioration de diverses primes et indemnités. Elle met ce résultat concret et encourageant sur le compte des caractéristiques d'une démarche revendicative qu'elle essaie de déployer : elle met en

débat des propositions mais ce sont les salariés qui décident de leurs revendications, des formes de leurs actions, qui apprécient eux mêmes les avancées revendicatives.

Quant à la grève des chauffeurs postiers que SUD-ptt naissant aurait marquée de son empreinte, parlons-en !

SUD évoque les garages de Paris, bien, mais le conflit se déroule aussi à Bordeaux, Marseille, Toulouse. La CGT, elle, y est aussi présente.

SUD affirme qu'après les négociations et les acquis obtenus début novembre, les fédérations appellent à la reprise. C'est faux pour la CGT qui informe les chauffeurs du résultat des négociations et propose qu'ils donnent leur avis. Le 10 novembre, par tract que reprend d'ailleurs une dépêche AFP, elle publie le détail des résultats du vote par garage. Au total, 64,35 % des grévistes se prononcent pour la poursuite de l'action dans laquelle la CGT continue de tenir toute sa place.

Perplexité de SUD-ptt

Les marchés sont impatients. Paul Quilès est chargé de faire voter une loi qui permet d'accélérer le processus de privatisation des PTT et du statut du personnel. La CGT le perçoit vite et le dénonce sans ambages. Elles perçoit aussi les méthodes que Paul Quilès va utiliser pour essayer de passer en limitant les obstacles : la communication est au cœur de sa stratégie. Il prétend donner la parole au personnel pour ensuite donner une réponse dont le noyau dur est déjà arrêté.

La CGT propose d'investir "le débat public" qu'Hubert Prévot est chargé par le ministre d'animer. Elle a innové. En janvier 1989, pour la 1^{re} fois en France et probablement dans le monde, un syndicat, celui des cadres CGT-PTT, organise une réunion en direct par le réseau VIF, (Vidéo Interactive de France Telecom) qui réunit 1 500 participants sur tout le territoire national y compris les DOM.

La CGT revendique l'utilisation de ce réseau dans le cadre du "débat public".

Le 8 juin 1989, 20 000 agents des ptt se pressent dans les salles, pour la plu-

part au cœur des services, des milliers d'autres, faute de places, se regroupent à l'extérieur.

L'utilisation du réseau VIF était jusque là marquée de la seule empreinte patronale : il distillait, de haut en bas, le discours patronal, comme la télé qui veut faire de nous des spectateurs.

La CGT révolutionne son utilisation. D'entrée, face à Hubert Prévot, Maryse Dumas déclare au personnel : "la parole est à vous !" Le micro et les images circulent de ville en ville, de service en service, le personnel, ses témoignages, ses souffrances, ses espoirs crèvent l'écran.

Dans le même temps, SUD-ptt, à propos du débat public écrit que : "ses militants découvrent perplexes, les redoutables méthodes de communication élaborées à cette occasion". Il ajoute ne pas s'en tenir à une simple dénonciation et affirme se distinguer "par un fort travail d'explication en direction de tout le personnel et non de ses simples adhérents".

Rappelons qu'à l'époque, ils se disent n'être qu'une poignée alors que le débat implique 450 000 agents des ptt répartis sur tout le territoire.

En 1988, il y a déjà plusieurs années que la CGT-ptt est passée de la propagande à la communication, que, selon les mots d'Henri Krasucki, elle sait "qu'il ne suffit pas d'avoir raison, il faut convaincre". Elle organise des formations syndicales pour étudier le fond et les formes de la communication patronale, développer une communication syndicale en phase avec les attentes contemporaines (notamment d'informer, d'inciter à la réflexion, à la prise de parti en faisant appel à l'intelligence et non en assénant la "vérité"), former à l'expression écrite, orale, à l'interview...

Depuis longtemps et cycliquement des adhérents se plaignent : "pourquoi payer des cotisations si les non syndiqués ont les mêmes informations que nous ?"

Preuve que la CGT communique en direction de l'ensemble du personnel !

Durant cette période de la "réforme des ptt", les attentes du personnel sont fortes. Toutefois les convergences syndicales dans l'action sont difficiles et insuffisantes. La CFDT fait plus qu'accompagner et FO hésite selon le moment ou le

sujet. Opposée au projet Quilès, la CGT, sous peine d'isolement, ne peut faire l'imposse sur sa présence dans les séances improprement appelées "de négociations" qui se déroulent au Ministère avec toutes les organisations syndicales représentatives.

Elle tient deux axes de conduite : transparence et résonance. Elle rend compte de ce qui se dit dans chaque séance. Elle revendique, à plusieurs reprises, que ces rencontres soient retransmises en direct dans les services par le réseau VIF. Elle se bat pour que la réunion porte sur les revendications et pas sur l'ordre du jour patronal.

Est-ce cela que SUD-ptt nomme : "renonciations et arrangements" ?

SUD-ptt et les droits syndicaux

SUD-ptt dénonce "l'institutionnalisation" des autres syndicats mais fait tout pour l'être vite et bien, en particulier en obtenant des droits syndicaux, en siégeant partout où c'est possible. Il insiste sur les obstacles qu'il a rencontrés, mais passe totalement sur la compréhension dont ont parfois fait preuve ceux qui, aux postes de responsabilité aux ptt, aiment tant les syndicats, qu'ils préfèrent toujours qu'il y en ait un de plus !

Son argumentation mérite le détour. SUD date l'origine des droits syndicaux qui existe en 1988, à la grande grève des ptt de 1974. Erreur, c'est la grève interprofessionnelle de 1968 qui a imposé ces droits par une circulaire parue et appliquée en 1970. SUD accuse les confédérations de s'emparer de ces droits syndicaux pour mettre en place des "armées" de permanents.

"Aussi, quand les confédérations perdent de leur influence dans le privé, elles tendent à fonctionner essentiellement avec les moyens obtenus dans la fonction publique, notamment aux ptt. Un syndicalisme indépendant, de lutte, qui se développe, c'est autant de moyens qui leur échappent... toute réussite d'un nouvel outil syndical dans un secteur aussi important que La Poste et France Telecom est objectivement un facteur destabilisant dans le paysage syndical... il s'agissait de savoir comment allait se recomposer

le paysage syndical en général, et dans la fonction publique en particulier."

Nous voilà loin de la spontanéité, de l'unité et de la solidarité !

Plus tard, Michel Bon, PDG de France Telecom accuse SUD de disperser ses droits dans sa "nouvelle galaxie". Ce qui évidemment est invraisemblable. En effet, la priorité affirmée de SUD-ptt c'est : plus de droits sur le terrain pour les sections syndicales !

Sur un autre aspect des droits syndicaux, le jeu de SUD-ptt laisse perplexe. Les règles de gestion du privé se substituent à celles du statut des fonctionnaires. Les possibilités de promotions du personnel sont réduites et dépendent de plus en plus du choix de la hiérarchie. Les syndicalistes détachés conservent en parallèle un mécanisme censé leur garantir les mêmes droits que les collègues de leur catégorie. La méthode est insatisfaisante. La CGT l'a contestée. Elle s'applique. Tout est vérifiable, le nom des promus est connu de tous. Les syndicalistes ne sont pas privilégiés. SUD-ptt mène campagne contre "des privilèges initiés pour acheter la paix sociale".

Alors qu'il faut rassembler contre les patrons tous ceux, et ils sont nombreux, qui sont victimes d'injustices et de discriminations, SUD-ptt leur montre du doigt des syndicalistes. SUD-ptt ajoute, syndicaliste ce n'est pas un métier, c'est vrai, mais ajoutons que cela ne doit pas nous amener à militer comme des amateurs. En effet, ce qui domine comme risque aujourd'hui, ce n'est pas que des syndicalistes fassent carrière mais bien qu'ils soient sanctionnés, pénalisés, licenciés et que, pour ces raisons, les salariés qui les côtoient ne se syndiquent pas par peur, ou rechignent à prendre des responsabilités dans l'organisation. Y compris à SUD-ptt.

SUD-ptt et les médias

C'est incontestable, dans le domaine de la communication SUD-ptt sait faire : rapidité, sens de la formule et de l'initiative, maîtrise des outils, qualité de nombreux matériels. Toutefois, à certaines périodes, sa présence répétée dans les médias importants suscite, paraît-il, des débats contradictoires dans ses rangs.

C'est vrai que prétendre à une radicalité intransigeante et passer aussi facilement dans des médias dont nombre de citoyens réclament que les rédactions soient libérées de la tutelle du capital financier et industriel, de celle du pouvoir politique, peut légitimement interroger.

Dans les premières années de SUD-ptt, j'ai personnellement constaté une pratique courante de journalistes. Malgré ses qualités dans le domaine de la communication, il arrivait à SUD-ptt de ne pas s'exprimer sur un évènement ou de réagir en retard sur la CGT. Systématiquement le journaliste, dans son papier, accolait à une expression de la CGT une référence à SUD-ptt.

J'ai aussi gardé le souvenir d'une interview réalisée par un journaliste de l'Humanité, lors de notre 31^e congrès fédéral en 2001. Après un authentique débat de plusieurs mois dans la fédération, le congrès s'était prononcé très majoritairement pour notre adhésion à "l'Union Network International". La méthode et la décision n'étaient pas banales. Cela n'intéressait le journaliste qu'anecdotiquement, préoccupé qu'il était d'interroger la CGT-ptt par rapport à des positionnements de SUD-ptt. Ce phénomène s'est produit avec d'autres médias. Pourquoi ?

SUD-ptt : radical ?

D'entrée, SUD-ptt s'est taillé une solide réputation de syndicat radical jusqu'à l'intransigeance. Normal ! "Martyr" face aux syndicats "installés", "chevalier blanc" face à "leurs compromissions et arrangements", il avait besoin de ce rideau de fumée pour intégrer le terrain institutionnel. Terrain qu'il a intégré et fréquenté avec assiduité, sans le bousculer. Quelques exemples en témoignent. Lors d'un comité technique paritaire entérinant un des derniers avatars de la loi Quilès et présidé par Gérard Longuet, le représentant de SUD-ptt s'est abstenu. Ses responsables ont, pour intégrer l'Institut des métiers de France Telecom, accepté de passer sous les fourches caudines de la direction qui affirmait que son fonctionnement reposait "sur le consensus de ses membres institutionnels".

Je garde aussi le souvenir d'une réunion à Bercy. Une nouvelle phase de déréglementation européenne s'annonce. Christian Perret réunit alors une soixantaine de hauts fonctionnaires, parlementaires, représentants d'associations, de syndicats. J'interviens dans le débat pour dénoncer la marchandisation de la communication et opposer des propositions de rénovation et de démocratisation du service public qui, passant par des coopérations sur les normes, les produits, les services, répondent aux besoins du plus grand nombre. Quel étonnement d'entendre ensuite le représentant de SUD-ptt s'enliser dans une critique technique de la directive.

Ce décalage entre une image radicale et une pratique syndicale pragmatique et institutionnelle a des raisons objectives.

En effet, si quelques militants d'extrême gauche sont le noyau dur des fondateurs de SUD-ptt, il faut reconnaître qu'ils ont su préserver leur syndicat de leurs principaux défauts : la division cyclique et les déclarations incantatoires.

SUD-ptt est, en fait, composé d'adhérents d'une réelle diversité de profils, de sensibilités, de préoccupations, de priorités, voire de divergences, mais que SUD-ptt parvient à faire vivre ensemble. Pour cela il faut des résultats concrets, s'occuper "des cas particuliers", du catégoriel, constituer et animer un réseau d'interlocuteurs à tous les niveaux de l'entreprise.

SUD-ptt souffre d'un écart très important entre le nombre de ses adhérents et le nombre de ses voix qui ont vite progressé. Il n'ignore rien de la réalité du salariat : émiettement, diversité des statuts, état d'esprit, force et limites des

attentes que le libéralisme... et le management savent susciter, contenir, dévoyer, exigence aussi de transparence, de démocratie, de résultats à l'égard des syndicats, capacité sélective de mobilisation selon les sujets, l'espace, le temps...

Tout cela pèse sur la façon dont SUD-ptt a choisi de s'organiser et de fonctionner. A l'intérieur des "ptt", les discours plutôt "corpo". A l'extérieur, une présence visible, dynamique de dirigeants sur des mobilisations plus politiques dont les thèmes sont peu introduits dans l'entreprise et les débats peu prolongés dans le syndicat afin de maintenir l'équilibre, le consensus interne.

En conclusion

L'irruption rapide, dynamique, réactive et significative de SUD-ptt dans notre champ syndical nous a amenés à revisiter quelques questions, à amplifier avec ténacité des efforts déjà entrepris, sans doute à ajouter de nouvelles facettes à notre action.

Son apport essentiel n'est certainement pas son radicalisme mais plutôt son pragmatisme, cette façon de confirmer que le syndicalisme c'est d'abord agir et négocier afin de faire avancer des revendications concrètes. Il ne peut toutefois à lui seul constituer notre horizon. En effet, pour être efficace, il doit s'articuler avec la dimension confédérale dans ses aspects interprofessionnels et territoriaux

mais aussi européens. Dimensions que par sa structuration, plutôt corporatiste, SUD-ptt, peut difficilement atteindre. Cela doit d'ailleurs gêner sa nouvelle génération militante dans l'acquisition d'une culture syndicale large.

SUD-ptt évoque le besoin d'unité. C'est vrai, mais sa volonté de cultiver des clivages idéologiques entre un pôle soi-disant contestataire et un pôle soi-disant réformiste, et son envie constante de faire un coup médiatique, ne favorisent pas toujours la sérénité du débat entre les organisations.

Après un discours tonitruant contre "les armées de permanents" et le besoin de changements fréquents des dirigeants, on s'aperçoit qu'ils ou elles restent en place plus longtemps qu'annoncé et que, lorsqu'ils ou elles partent, c'est souvent pour un changement de responsabilités, pas d'état.

Quant à :

- une amélioration sensible de la place des femmes dans la vie du syndicat ;

- une augmentation notable du nombre de ses adhérents,

- c'est à SUD-ptt de nous montrer qu'il y est parvenu. Faute de quoi, on pourrait penser que telle une start-up, il n'avait pour ambition que de s'approprier une part de marché.

Alain GAUTHERON

Le relais

10^e année de parution - Trimestrielle - 3,05 €

Directeur de la publication : Bernard Bouche

Rédaction administration :
263, rue de Paris, case 545
93515 Montreuil Cedex

2^e trimestre 2008 - Dépôt légal à parution
CPAD N° 0902 681018



Chevilion Imprimeur, 89100 Sens

Parmi les sources :

SUD-ptt une aventure collective (254 pages)

Coordination Annick Coupé, Anne Marchand - Syllepse janvier 1999

Syndicalisme (s) SUD - Renaud Damesin, Jean Michel Denis

Les cahiers de recherche du GIP mutations des industries et des services
n° 77/avril 2001

SUD-ptt le creuset d'une contestation pragmatique - Ivan Sainsaulieu
02.02.1998

SUD : Les raisons d'une réussite - Daniel Labbé consultant
Management et conjoncture sociale - 25.09.2000 n°588

Document du 1^{er} congrès de la "fédération sud" - 19/22 septembre 1989

Du bulletin officiel à la communication d'entreprise :
le cas de La Poste et de France telecom (225 pages)
Alain Gautheron - 1998 Imprimerie Chevilion Sens.